



Clermont-Ferrand, le 18 février 2025

Direction des Sécurités
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civiles

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

Arrête préfectoral n° 20250296
mettant fin au dispositif préfectoral enclenché pour faire face à l'épisode de pollution
atmosphérique débuté le 16 février 2025

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement, notamment son Livre II, titre II relatif à l'air et à l'atmosphère ;
 - Vu le code général des collectivités territoriales ;
 - Vu le code de la santé publique ;
 - Vu le code de la route, notamment ses articles R. 311-1 et R. 411-19 ;
 - Vu le code des transports et notamment son article L. 1214-37 ;
 - Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 122-4, R.122-5 et R.122-8 ;
 - Vu le code de la défense, notamment son article R.1311.11 ;
 - Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements ;
 - Vu le décret du 6 septembre 2023 portant nomination de M. Joel MATHURIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;
 - Vu l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
 - Vu l'arrêté ministériel du 21 juin 2016 établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R. 318-2 du code de la route ;
 - Vu l'arrêté zonal n° 69-2024-02-12-00007 du 12 février 2024 portant approbation du document-cadre zonal relatif aux procédures préfectorales et aux mesures de dimension interdépartementale en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;
 - Vu l'arrêté cadre préfectoral n° 2025-0096 du 15 janvier 2025 relatif aux procédures préfectorales d'information-recommandation et d'alerte du public en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant dans le département du Puy-de-Dôme ;
 - Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0282 relatif à l'épisode de pollution de niveau N1 débuté le 16 février 2025 ;
- Considérant les analyses d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes prévoyant la fin de l'épisode de pollution en cours sur le département du Puy-de-Dôme ,

Sur proposition de madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ,

Arrête

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°2025-0282 en date du 16 février 2025 relatif aux mesures d'urgence « socle N1 » prises pour faire face au pic de pollution débuté le 16 février 2025 est abrogé ce jour, mardi 18 février 2025. Son abrogation est à effet immédiat.

Article 2 :

Outre les recours gracieux et hiérarchiques qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être déposé au tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de la publication du présent arrêté.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général et le directeur de cabinet de la préfecture du Puy-de-Dôme, les sous-préfètes d'arrondissement concernés, les services déconcentrés de l'État concernés : DREAL, DRAAF, agence régionale de santé, DDT, les services de police et de gendarmerie concernés, les maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale concernés sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **18 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète directrice de cabinet,


Margot PIRON

Dans les deux mois à compter de sa publication, la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Puy-de-Dôme ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, l'absence de réponse de l'administration pendant deux mois faisant naître une décision implicite de rejet ;*
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex), qui peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen », accessible sur le site internet : www.telerecours.fr*